

PRESIDENT

Jean-Pierre BRARD

Ancien député-maire

Vice-Présidents

Yves BONNET

Préfet honoraire

Ancien Directeur de la DST

Gilbert MITTERRAND

Ancien député-maire

MEMBRES

Anciens député.e.s

Brigitte ALLAIN

Jean-Pierre BEQUET

Emile BLESSIG

Martine CARILLON

Gérard CHARASSE

Jean-Patrick GILLES

Dominique LEFEBVRE

Martine PINVILLE

Pascal TERRASSE

Michel TERROT

Alain VIDALIES

Stéphane SAINT-ANDRE

Anciens sénateur.e.s

Alain NERI

Evelyne YONNET

MEMBRES D'HONNEUR †

Raymond AUBRAC

Ancien résistant

Danielle MITTERRAND

Fondatrice de France-Libertés

Mario STASI

Ancien bâtonnier de Paris

Adrien ZELLER

Ancien Président

de la Région d'Alsace

MEMBRES FONDATEURS

François COLCOMBET †

Magistrat, ancien député

Jean-Pierre MICHEL †

Parlementaire honoraire

Ancien président du CFID

Alain VIVIEN

Ancien Secrétaire d'Etat

aux Affaires étrangères

Fondation : Février 2007
CFID



Comité Français pour un Iran Démocratique

Communiqué du CFID

Le CFID, qui regroupe des personnalités françaises de sensibilités politiques différents, exprime sa vive inquiétude face aux conspirations du régime iranien contre la force principale de l'opposition organisée, l'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI).

Gholamhossein Mohseni Eje'i, à la tête du pouvoir judiciaire iranien et impliqué dans des crimes contre l'Humanité et de nombreux procès et exécutions expéditives, a récemment appelé à juger et extraditer les principaux membres de cette Résistance. Eje'i, tout en reconnaissant le rejet mondial du régime, exige des pays occidentaux l'extradition de ces résistants.

Son objectif, au-delà de la sanction contre l'OMPI et ses 107 membres, est de déplacer le focus sur ce mouvement, préparant le terrain pour des actions terroristes en Europe et éviter ainsi le suivi d'une procédure judiciaire internationale contre les dirigeants du régime.

Plus de 124 anciens chef d'Etats, ainsi que 3 600 parlementaires de 40 pays dont une majorité à l'Assemblée nationale française et 75 lauréats du prix Nobel, ont soutenu dans des déclarations le soulèvement du peuple iranien pour une République démocratique et ont exigé que les responsables du régime soient jugés et « répondent de leurs crimes contre l'Humanité ».

Le CFID souligne que le silence sur ces crimes équivaut à une tolérance des violations graves et continues des Droits de l'Homme en Iran.

Le CFID exhorte l'ONU, l'UE et d'autres instances à soutenir l'appel de la Résistance iranienne pour la création d'une cour internationale chargée de juger les auteurs de crimes contre l'Humanité au sein du régime iranien.

Secrétariat du CFID

Le 18 août 2023